

Eugène Varga

*L'Espagne en
révolution*

1936

Source : *la Correspondance internationale*, n°26, 16^e année, 7 juin 1936, pp. 689-697. Première partie du rapport trimestriel d'Eugène VARGA sur *La situation économique mondiale du premier trimestre 1936*. Rapport arrêté au 20 avril 1936.

L'Espagne en révolution

Avant qu'on en arrive à l'émancipation de la classe ouvrière, l'Espagne devra passer encore par différentes étapes préliminaires et écarter toute une série d'obstacles. Rassembler ces étapes préliminaires dans le délai le plus court possible, supprimer rapidement ces obstacles, c'est ce dont la République fournissait l'occasion.

Engels

Plus de 60 années se sont écoulées depuis qu'Engels a écrit les lignes ci-dessus¹ mais elles conservent encore toute leur valeur pour l'Espagne d'aujourd'hui. L'histoire de l'Espagne montre, au cours du dernier siècle, toute une série d'insurrections paysannes, de grèves politiques de masse, de révolutions de longue durée. Mais quoique le capitalisme se trouve depuis des décades à l'époque de sa crise générale et quoiqu'il ait déjà été remplacé sur un sixième du globe par le socialisme, l'Espagne se trouve toujours, seul Etat de l'Europe occidentale, au même stade semi-féodal qu'il y a soixante ans. Le paysan y paie toujours les redevances féodales (les « foros », la « rabacca morta »²) aux propriétaires fonciers. La puissance matérielle et l'influence politique de l'Eglise y sont formidables, et la division du pays en provinces plus ou moins indépendantes, dirigées par un gouverneur, est encore toute féodale.

Le caractère particulier de la situation consiste en ceci que la bourgeoisie espagnole, malgré la longue série de « révolutions » qui ont éclaté au cours du siècle dernier, n'a pas encore accompli la révolution bourgeoise elle-même, sans parler de la révolution bourgeoise-démocratique, et que, maintenant, en face de la révolution prolétarienne menaçante, elle est devenue une classe réactionnaire. Ce que Lénine écrivait en 1908 sur le caractère de la révolution en Russie vaut également pour l'Espagne :

Chez nous, la victoire de la révolution bourgeoise en tant que victoire de la bourgeoisie est impossible. C'est là une affirmation en apparence paradoxale, mais juste. Le fait que la population paysanne y domine, l'oppression effroyable que fait peser sur la paysannerie la grande propriété foncière, féodale et semi-féodale, la force et la conscience du prolétariat déjà organisé dans un parti socialiste — toutes ces circonstances donnent à notre révolution bourgeoise un caractère particulier³.

Ainsi, c'est au prolétariat espagnol qu'incombe la réalisation des tâches principales de la révolution bourgeoise, avant tout la solution de la question agraire. Mais précisément cette situation donne la possibilité que la révolution bourgeoise-démocratique, tout comme en Russie, n'ait qu'une durée très courte et ne soit qu'une introduction à la révolution prolétarienne.

¹ ENGELS : *Les bakouninistes au travail*. Publié d'abord dans le *Volkstaat*, de Leipzig. Octobre 1873. Cité d'après l'édition en brochure, Berlin 1920, p. 12.

² [Les « foros » désignent ici les contrats de fermage de longue durée ; la « rabassa morta » est, en Catalogne, un contrat entre un vigneron et le propriétaire d'un terrain. La durée du contrat est déterminée par la durée de vie des plantations du vigneron cultivateur – note MIA, provisoire]

³ LENINE : *Œuvres complètes*, tome 12, p. 252.

*

* *

Les anciennes révolutions en Espagne étaient, ainsi que Marx le remarquait déjà, toujours de très longue durée.

L'Espagne ne s'est jamais approprié la manière française moderne... de commencer et de terminer une révolution en trois jours. Les tentatives dans ce sens sont plus vastes et plus durables. Trois années semblent être le délai le plus court auquel elle puisse se réduire et son cycle révolutionnaire s'étend même parfois jusqu'à neuf ans⁴

Le « cycle révolutionnaire » actuel a commencé en 1930 et dure déjà depuis plus de six ans. Le problème décisif est le suivant : *En quoi la révolution espagnole actuelle se différencie-t-elle de celles qui l'ont précédée ? Ou, posé en termes stratégiques : Que doit faire notre parti frère espagnol pour empêcher que la révolution actuelle ne se termine comme les précédentes, sans résultat, par une nouvelle victoire des forces réactionnaires ?*

Pour pouvoir répondre à cette question d'une façon scientifique, il nous faut remonter assez loin et faire un court exposé de l'histoire et de la géographie espagnoles.

POURQUOI L'ESPAGNE EST-ELLE RESTÉE JUSQU'AUJOURD'HUI UN PAYS SEMI-FEODAL ?

Nous avons écrit plus haut que l'Espagne est le seul pays de l'Europe occidentale qui a conservé jusqu'aujourd'hui un caractère semi-féodal. Cela n'est vrai qu'en partie, car, si au point de vue de sa situation géographique l'Espagne appartient à l'Europe occidentale, au point de vue de son caractère géographique, elle appartient plus à l'Afrique qu'à l'Europe occidentale. « L'Afrique commence aux Pyrénées », dit un vieux dicton.

L'Espagne est séparée de l'Europe occidentale par la muraille immense des Pyrénées, dont les sommets sont moins élevés que ceux des Alpes, mais dont les cols sont situés à une altitude de beaucoup plus considérable que ceux des Alpes, de telle sorte qu'ils constituent un plus grand obstacle aux communications que les Alpes.

Le géographe Reclus souligne le caractère africain de l'Espagne (Par contre, le Portugal est, quant à son caractère géographique, tout à fait occidental). Tout comme l'Afrique, l'Espagne comprend un vaste territoire montagneux, comportant des chaînes de montagnes, qui divisent le pays, avec une étroite bande de côtes, des fleuves qui, selon la saison, se dessèchent ou transportent des masses d'eau considérables, atteignent à une vitesse torrentielle la région côtière et ne permettent, par conséquent, aucune navigation régulière. C'est ce caractère géographique du pays qui a rendu très difficile la suppression du morcellement féodal du pays. La remarque que faisait Marx, en 1854 :

L'Espagne est restée, tout comme la Turquie, un conglomérat de provinces mal administrées... avec des insignes et des drapeaux différents et des systèmes fiscaux différents...⁵

⁴ MARX : *L'Espagne révolutionnaire*. New-York Tribune, 9 septembre 1854.

⁵ Voir l'article cité plus haut

Cette remarque est encore vraie aujourd'hui, malgré les progrès réalisés depuis par le développement capitaliste⁶ La population vit et meurt jusqu'aujourd'hui dans la province où elle est née. Le recensement de 1930 montre que sur les 23,6 millions d'habitants de l'Espagne, qui est divisée en 50 provinces, il n'y en a pas plus de 3 millions qui vivent hors de la province où ils sont nés !

Le climat du pays est africain. Tandis que la partie septentrionale du pays reçoit d'immenses quantités de pluies, la plus grande partie (le Centre et le Sud) du pays ne reçoit que peu de pluies, ce qui, du fait qu'il n'existe pas d'irrigation artificielle, ne permet qu'une agriculture très misérable. Les récoltes varient très fortement selon la quantité de pluies, et les mauvaises récoltes reviennent à intervalles périodiques. Les grands changements de température, la grande chaleur en été, qui provoque une sécheresse rapide, accroissent l'effet nuisible sur l'agriculture de l'insuffisance des pluies. Les récoltes inférieures et peu sûres, qui en résultent, les mauvaises récoltes revenant à intervalles périodiques, la famine et les épidémies, qui caractérisent l'histoire de l'Espagne, entravent le développement de l'agriculture, rendent difficile le développement du capitalisme (très faible capacité du marché intérieur, faibles possibilités d'accumulation de capital) maintiennent les conditions féodales à la campagne. D'autre part, les survivances féodales au sein du capitalisme empêchent à leur tour le développement d'une agriculture rationnelle, en particulier d'un vaste système d'irrigation (Dans un grand nombre de régions sèches de l'Espagne, l'eau nécessaire à l'irrigation appartient, en raison des droits féodaux, à un noble quelconque, dont la seule fortune et source de revenu est ce droit féodal, et qui arrache aux paysans des prix usuraires pour l'eau).

Mais un certain nombre de facteurs historiques ont agi encore plus fortement que ces facteurs géographiques en faveur du maintien des conditions féodales en Espagne.

Jusqu'en 711, l'histoire de l'Espagne a ressemblé à celle des autres pays de l'Europe occidentale : conquête par Rome, acceptation de la culture latine et du christianisme, pénétration de tribus germaniques pendant la période de la grande migration des peuples. Mais en l'année 711, où la conquête des Arabes atteignit son apogée, le prince mahométan Gebr al Tarik (qui a donné son nom à Gibraltar) passa d'Afrique en Espagne et conquiert tout le pays, à l'exception des territoires montagneux du nord-ouest. Et c'est ainsi que l'Espagne fut le seul pays d'Europe qui devint, pour des siècles, un centre de la culture mahométhane.

La domination arabe fut une époque de grande prospérité matérielle et intellectuelle en Espagne. De grands travaux d'irrigation assuraient une récolte abondante. L'artisanat florissait. La population monta à 30 millions d'hommes. Les universités arabes, en Espagne, étaient les seuls centres culturels en Europe où l'on étudiait les mathématiques, les sciences naturelles et la médecine, à une époque où le reste de l'Europe était tombé dans la barbarie la plus profonde.

⁶ Les chemins de fer ont atténué, mais non pas supprimé la division du pays en provinces isolées les unes des autres. Le réseau de chemin de fer de l'Espagne est d'ailleurs très peu développé en comparaison avec les autres pays de l'Europe occidentale, ainsi que le montrent les chiffres suivants :

Kilomètres de chemins de fer par 100 kilomètres carrés à la fin de 1932 :

Allemagne	France	Grande-Bretagne	Espagne
12,5	11,6	14,2	3,2

Les chemins de fer sont chers et sont peu utilisés.

Les huit siècles qui suivent sont remplis par les luttes des royaumes chrétiens barbares de l'Espagne du Nord contre ceux des Arabes. Peu à peu, ces derniers furent repoussés jusqu'à ce qu'en 1492 la dernière ville, Grenade, fut reconquise. Cette guerre de huit siècles a laissé des traces profondes jusqu'aujourd'hui. Les terres des pays reconquis furent accaparées en grande partie par les capitaines nobles et par l'Eglise : les vastes « latifundia » de l'Espagne, la fortune immense et la prédominance de l'Eglise, qui sont une des raisons pour lesquelles le féodalisme a réussi à se maintenir jusqu'ici en Espagne, datent de cette époque. Tandis que dans le reste de l'Europe occidentale, au cours des derniers siècles du Moyen Age, de riches cités, avec de grandes manufactures et un commerce international, se développaient (Italie du nord, France méridionale, Flandres, villes hanséatiques) qui constituèrent le point de départ du développement du capitalisme, en Espagne, au contraire, les villes furent ravagées, la population massacrée.

A l'expulsion des Arabes suivit, au XVI^e siècle, l'époque de la plus grande prospérité de l'Espagne chrétienne. L'Espagne était la plus grande puissance du christianisme. Les rois espagnols régnaient sur l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, sur la Hollande et les Flandres, ils étaient les chefs du « Saint Empire romain ». Mais cette puissance politique n'était pas fondée sur la prospérité matérielle du pays, mais sur la conquête et le pillage de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Un flot formidable d'or et d'argent coulait d'Amérique en Espagne. Des flottes entières, chargées d'or et d'argent, apportaient au roi d'Espagne le tribut des colonies.

Ce flot d'or formidable ne conduisit pas à la prospérité, mais au déclin de l'économie espagnole. La cour, la noblesse, l'Eglise en profitaient, il aidait à financer les guerres, et l'on assista au développement d'un luxe inouï des nobles et des princes de l'Eglise. Le revenu intérieur passa au second plan. Au lieu de développer la production dans le pays même, l'argent facilement gagné servit à l'achat de marchandises à l'étranger. Les Maures restés dans le pays et convertis au christianisme — artisans, paysans, commerçants, médecins — furent, tout comme les Juifs, chassés par centaines de mille, incarcérés, brûlés vivants par l'Inquisition, les dernières survivances de la culture arabe disparurent complètement. En 1609, un million de « Moricos » — Maures restés en Espagne et convertis au catholicisme — furent expulsés d'un seul coup, précisément ceux qui étaient les plus aptes au travail physique dans le climat chaud de l'Espagne du Sud. La puissance de l'Eglise catholique devint de plus en plus grande, le nombre des curés, des moines et des nonnes, parasites qui suçaient le sang du peuple, s'éleva bientôt à plusieurs centaines de mille. Les richesses croissantes de l'Eglise attiraient un nombre d'hommes de plus en plus considérable vers la carrière ecclésiastique.

L'économie espagnole n'a jamais pu se relever de son déclin. En 1750, la population était tombée à 8 millions d'habitants. L'Espagne est restée jusqu'aujourd'hui, par rapport aux autres pays de l'Europe occidentale, un pays économiquement arriéré. C'est la raison pour laquelle les survivances féodales se sont maintenues si énergiquement en Espagne, empêchant par contrecoup le développement de l'économie sur une base capitaliste.

Le déclin économique devait mener nécessairement à un déclin politique. Au cours de guerres pénibles, l'Espagne perdit sa situation prépondérante en Europe, et tomba, au XVIII^e siècle, sous la dépendance politique de la France. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud secouèrent le joug de l'Espagne. A la fin du XIX^e siècle, les Etats-Unis arrachèrent à l'Espagne le reste de son empire colonial : Cuba et les Philippines. C'est ainsi qu'au début du XIX^e siècle l'Espagne est réduite à son propre territoire : un pays pauvre et arriéré

économiquement, avec de fortes survivances féodales, où la révolution bourgeoise n'a pas été menée à bonne fin.

Et pourtant, il est peu de pays où il y ait eu, au cours des XVIII^e et XIX^e siècles autant d'insurrections, de coups d'Etat, de changements de gouvernement, de « révolutions » qu'en Espagne. On a « sécularisé » les biens d'Eglise et chassé les Jésuites un nombre incalculable de fois, notamment en 1767, en 1808, en 1836 et en 1852. Mais au bout de quelques années la réaction réussissait toujours à reprendre le pouvoir, et tout restait comme par devant. Les grands propriétaires féodaux, l'Eglise, avec ses immenses richesses, la Cour corrompue, les nombreuses cliques d'officiers, continuaient à régner sur le pays.

L'ECONOMIE DE L'ESPAGNE MODERNE

La perte des restes de leur empire colonial⁷ obligea les classes dominantes espagnoles à se contenter de l'exploitation de la population de leur propre pays. Ils durent consacrer leur attention aux ressources intérieures et développer les forces productives de leur pays. Le reflet idéologique de ce changement fut le « renouveau intellectuel », proclamé par la « génération de 1898 ». Le développement des forces productives se fit au moyen d'un accroissement des importations de capitaux. A l'exploitation des propriétaires fonciers féodaux, de la bureaucratie corrompue des pieds à la tête, et dirigée par le roi, et de la bourgeoisie indigène, vint s'ajouter l'exploitation du capital étranger. Tout comme dans l'Allemagne d'avant-guerre, la politique économique amena un compromis entre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie indigène aux dépens des « consommateurs », c'est-à-dire du peuple travailleur : on assista à une élévation parallèle des douanes sur les produits agraires et industriels, avec ce résultat que l'Espagne a les droits de douane les plus élevés du monde. L'enchérissement des produits agraires et industriels qui en résulte accroît le degré d'exploitation des masses espagnoles, réduit la capacité d'achat du marché intérieur et constitue, à côté des fortes survivances féodales, l'une des causes principales du caractère arriéré et de la pauvreté du pays.

L'Espagne est, avec ses 505 000 kilomètres carrés, le plus vaste des pays capitalistes d'Europe après la France. Mais sa population n'est que de 24 millions d'habitants. La densité de la population est de moins de 50 habitants par kilomètre carré⁸ contre 76 en France, 133 en Italie, 140 en Allemagne, 264 en Grande-Bretagne.

Malgré l'« espace » considérable dont il dispose, le peuple est extrêmement pauvre, parce que la distribution des revenus et des fortunes est extraordinairement inégale. Des grands « latifundiaires » dominant des provinces entières et des millions de paysans totalement dénués de terre, des princes de l'Eglise extrêmement riches et des curés de campagne vivant misérablement, des

⁷ L'Espagne ne conserva, en dehors des îles Canaries, qui étaient considérées comme faisant partie intégrante de la métropole, que quelques territoires sans grande valeur en Afrique occidentale. Du Maroc, l'Espagne a été, après de longues guerres avec les indigènes, à peu près éliminée par la France. La population des colonies espagnoles actuelles est d'environ un million d'hommes.

⁸ A l'intérieur de l'Espagne, il y a des différences formidables dans la densité de la population. Cette densité est, pour les provinces suivantes (par kilomètre carré) :

Soria	Huesca	Barcelone	Biscaye
15	16	234	224

généraux recevant des soldes très élevées et des soldats mal nourris, des savants de réputation mondiale et un analphabétisme de masse⁹ ; cette violente opposition caractérise toute la vie de l'Espagne.

Malgré la grande extension du territoire par rapport à la population, l'entretien du peuple n'est nullement assuré. Quoique 57 % de la population active s'occupent d'agriculture et que le pays est par conséquent un pays nettement agricole, la récolte suffit à peine à nourrir la population, et certaines années, l'Espagne est obligée d'importer des céréales panifiables. La cause directe de cette insuffisance de produits alimentaires est l'exploitation insuffisante de la terre. Pour l'année 1932 (nous ne possédons pas de statistiques plus récentes), les chiffres sont les suivants (*en Millions d'hectares*)¹⁰:

<i>Superficie totale</i>	50 510
Territoires désertiques	5 097
Montagnes et pâturages	23 642
Villes, routes, etc..	1 441
[<i>Territoires non cultivables</i>]	30 180
<i>Territoires arables</i>	20 330
Terrains en friche	5 019
Surface cultivée	15 311

Nous constatons, par conséquent, que dans un pays où 57 % de la population s'occupent d'agriculture, 40 % seulement du sol sont utilisés pour la culture, et là-dessus un quart est tous les ans en friche !

Il ne fait aucun doute que l'insuffisance de pluies dans de grandes parties du pays, ainsi que la grande chaleur qui y règne constituent de grands obstacles à l'extension de la culture. Des grands obstacles, certes, mais non pas insurmontables. En employant la technique moderne de l'« agriculture sèche » (*dry farming*), on obtient en Amérique, dans des territoires qui reçoivent les mêmes quantités de pluies, des récoltes de blé normales. L'extension du système de l'irrigation aurait pour résultat d'accroître considérablement le rendement de la récolte dans certaines régions de l'Espagne.

L'irrigation double et quintuple même, dans certains cas, la récolte, Malgré cela, la moitié seulement environ des terrains qui s'y prêtent est irriguée.

De même les rendements moyens de la récolte, quoique manifestant au cours des dernières décades un accroissement lent, sont plus bas que dans les autres pays de l'Europe capitaliste¹¹.

Ce caractère arriéré de l'agriculture espagnole est dû avant tout à la propriété latifundiaire, d'une part, et au morcellement inouï de la propriété paysanne, de l'autre, qui conjointement avec les charges féodales extrêmement lourdes qui pèsent sur les paysans, rendent impossible à l'immense majorité d'entre eux, par manque de moyens de production, d'employer de meilleures méthodes d'exploitation.

⁹ En 1933, 45,46 % de la population (au-dessus de 6 ans) ne savaient lire ni écrire (Statesmans Yearbook 1935), contre 4,2 (au-dessus de 10 ans) en France.

¹⁰ *Anuario estadístico* 1932 à 1933, p. 124.

¹¹ Le rendement moyen du froment par hectare dans les pays de l'Europe capitaliste était en 1933 de 15,1 quintaux métriques; en Espagne, il était en 1933 de 10,5 en 1932 de 8,1, et de 1928 à 1932 de 9,1.

Il n'existe pas de statistique générale sur la propriété foncière en Espagne¹². Mais les chiffres concernant certaines provinces éclairent suffisamment la situation. Les propriétés de plus de 100 hectares représentent par rapport à la superficie totale les pourcentages suivants¹³ :

<i>Provinces</i>	
Badajoz	51
Caceres	61
Grenade	57
Malaga	51
Cordoue	57
Séville	66
Cadix	70

L'immense majorité des terres des grands domaines sont données à ferme, et cela de telle sorte que souvent le paysan qui cultive la terre est séparé du propriétaire par toute une série d'intermédiaires. La disette de terres contraint les paysans sans terre à conclure des contrats d'affermage de très courte durée, souvent même pour un an, avec emploi des méthodes d'exploitation capitalistes et des méthodes féodales. Les améliorations que le fermier apporte à la terre reviennent, à la fin de la période d'affermage, sans indemnité aucune, au propriétaire¹⁴. Mais même sur les terres appartenant en toute propriété aux paysans pèsent les charges féodales qui varient considérablement d'une province à l'autre. Ces charges ne sont dans un grand nombre de cas fixées dans aucune loi, aucun contrat écrit, mais dans la « coutume », laquelle, en cas de procès, est toujours considérée comme ayant un caractère obligatoire par les juges corrompus, qui prennent naturellement le parti des seigneurs féodaux.

Par suite de l'exploitation dont ils souffrent de la part des seigneurs féodaux, de l'Eglise et des usuriers, les paysans ne sont pas en état de se procurer des moyens de production modernes. Les exploitations modernes constituent en Espagne une exception rare. Etant donné le manque de capitaux, la perception d'affermages très élevés et de taxes féodales constituent pour les grands d'Espagne, les princes de l'Eglise et les cloîtres, la façon la plus commode d'exploiter leur monopole de la terre, surtout en liaison avec l'élévation artificielle des prix des produits agricoles à l'intérieur du pays.

Quoique l'Espagne soit un pays agraire, dont les possibilités de production agricole ne sont utilisées que pour une très faible partie, on perçoit des droits de douane élevés pour l'importation de produits alimentaires. C'est ainsi qu'en 1932 les droits de douane représentaient par rapport au prix intérieur des marchandises les pourcentages suivants¹⁵ :

¹² Un écrivain réactionnaire, Casirillo Santos, écrit dans son livre intitulé : *Quatre années d'expérimentations socialistes (1931-1935)*, ce qui suit : « 95 % du chiffre total des propriétés agricoles ne représentent que 5 millions d'hectares ; 0,35 % des propriétés représentent 9 millions d'hectares. Un million de propriétaires possèdent 6 millions d'hectares. Cent mille propriétaires possèdent 12 millions d'hectares. Ces contrastes constituent en dernière analyse le problème social sur la terre espagnole » (p. 116).

¹³ Lucien CRAUX : *L'Espagne économique*, Paris, 1932, p. 85.

¹⁴ *Agrarian Conditions of Spain*, Genève, 1920, Société des nations.

¹⁵ P. CRAU : *Der Wirtshaftaufbau Spaniens und die Problematik seiner Außenhandelspolitik*, Weltwirtschaftliches Archiv, janvier 1935

Froment	111
Seigle.	59
Avoine	60
Haricots	36
Maïs	60
Riz	72
Viande	50
Sucre	167
Pommes de terre	25
Poisson	125

Depuis cette époque le protectionnisme a été encore aggravé par des interdictions d'importation.

Le protectionnisme agraire a eu pour résultat qu'en Espagne, malgré la forte chute des prix agraires sur le marché mondial, les prix de ces derniers sont restés plus élevés que ceux des produits industriels¹⁶.

*Index des prix du commerce de gros*¹⁷ : 1913 = 100

	1929	1930	1931	1932
Produits agraires	180	178	180	181
Produits industriels	165	168	168	164

Cette élévation artificielle des prix agraires a profité exclusivement aux grands propriétaires fonciers. Les paysans travailleurs ne portent que très peu de produits sur le marché, ils sont contents quand, une fois payés les redevances féodales, les fermages et les intérêts, il leur reste suffisamment sur leur récolte pour se nourrir eux et leur famille.

Le poids de renchérissement artificiel des produits agricoles retombe lourdement sur les consommateurs, avant tout la classe ouvrière des villes et la petite bourgeoisie citadine. Le résultat est que la consommation des produits agricoles, en particulier des produits les plus chers, est très faible par tête d'habitant¹⁸.

Cette politique d'élévation artificielle des prix des produits agraires est un grave obstacle à l'accroissement à la production agricole. Les droits de douane et autres mesures protectionnistes, n'agissent dans le sens de l'élévation des prix qu'autant que la production indigène ne dépasse pas la consommation. C'est pourquoi ceux qui tirent profit de l'élévation des prix des produits agraires ont intérêt à entraver le développement de la production agricole.

¹⁶ Etant donnée la pauvreté du peuple, une bonne récolte fortuite entraîne toujours une surabondance de froment sur le marché et une forte chute des prix. Ce fut le cas en 1934 et en 1935. Le gouvernement dut acheter de grandes quantités de froment pour assurer la rente des propriétaires fonciers.

¹⁷ *Anuario*, p. 606.

¹⁸ Les chiffres suivants montrent à quel point la consommation par tête d'habitant en Espagne est inférieure à celle de la France ou de l'Allemagne :

<i>Consommation annuelle par tête d'habitant (en kilogrammes)</i>			
	Froment (1928-1932)	Viande (Allemagne)	Sucre (1932)
France	221	45 à 50	23
Espagne	158	13 à 14	11

L'accroissement de la production agricole est en effet très faible : il suit à peine l'accroissement de la population. Tout accroissement de la production peut, étant donnée l'étroitesse du marché, amener à une surproduction et à une chute des prix, et menacerait par conséquent la rente foncière des grands propriétaires. C'est pourquoi ceux-ci s'opposent à l'extension du système d'irrigation, à l'accroissement de la production agricole, à la réforme, même la plus modeste, des conditions de propriété actuelles. Seule une véritable révolution agraire, qui supprimerait de fond en comble le système agraire semi-féodal, peut venir en aide à la population agricole travailleuse d'Espagne.

*

* *

Le caractère semi-féodal de l'agriculture espagnole constitue jusqu'aujourd'hui le principal obstacle au développement de l'industrie espagnole. La capacité de consommation de l'immense majorité des travailleurs de l'agriculture pour les produits industriels est minime : les ouvriers agricoles et les paysans pauvres sont contents quand ils peuvent manger à leur faim. La capacité de consommation des ouvriers industriels, des fonctionnaires et de la petite bourgeoisie citadine est réduite par les hauts prix des produits agricoles. Quant aux propriétaires fonciers et en général aux classes possédantes elles couvrent de préférence leurs besoins personnels à l'aide de produits venus de l'étranger. Cette situation crée le cercle vicieux suivant :

a) Le développement de l'industrie espagnole est très en retard par rapport à celui des pays voisins ;

b) Malgré ce faible développement il existe, par suite de la faible capacité de consommation du marché intérieur une surproduction dans toute une série de branches d'industrie ;

c) Le coût de production, par suite de la mauvaise utilisation de la capacité de production industrielle et des prix élevés des produits agraires, est si élevé que l'industrie est hors d'état de soutenir la concurrence sur le marché mondial ;

d) Pour pouvoir, dans ces conditions, tirer un profit, l'industrie impose des droits de douane très élevés pour pouvoir maintenir les prix élevés à l'intérieur. Mais cela a pour résultat de réduire encore davantage la capacité de consommation du marché intérieur, de réduire l'utilisation de la capacité de production, et d'augmenter le coût de production.

Le capital espagnol ne peut pas sortir de ce cercle vicieux sans une révolution agraire.

Les chiffres suivants illustrent rapidement ce qui a été dit plus haut :

Production des principales marchandises industrielles en 1929¹⁹

	Espagne	France	Italie	Pologne
Electricité (millions kWh)	2 433	14 319	9 815	3 023
Charbon (1 000 tonnes)	7 108	53 780	—	46 236
Fer (1 000 tonnes)	753	10 362	727	706
Acier (1 000 tonnes)	1 003	9 716	2 122	1 377
Ciment (1 000 tonnes)	1 820	5 787	3 497	1 008
Broches de coton (en 1 000)	1 875	9 880	5 210	1 557
Soie artificielle (en tonnes)	900	16 780	32 340	2 730

¹⁹ Chiffres tirés de *l'Annuaire statistique international* de la Société des Nations.

Mais ces chiffres montrent d'une façon très incomplète le caractère arriéré de l'industrie espagnole, qui se manifeste avant tout dans le très faible développement des industries nouvelles : automobiles, moteurs, soie artificielle, chimie, etc.

A cela s'ajoute le fait qu'une grande partie des branches d'industrie les plus modernes est dominée par le capital étranger. L'industrie des colorants est entre les mains de l'I.G. Farben allemande et des usines françaises Kuhlmann, l'industrie électro-technique et la fabrication de lampes électriques sont également entre les mains du capital étranger. Il en est de même en grande partie pour l'industrie de la soie artificielle. Les pneus automobiles sont fabriqués par des filiales de Michelin, de Firestone et de la firme allemande « Continental », etc.

Le faible développement de l'industrie espagnole se reflète également dans le commerce extérieur, où dominent les importations de produits finis et l'exportation de produits agricoles.

*Commerce extérieur de l'Espagne en milliers de pesetas-or*²⁰

	1933	1934	1935
<i>Importations :</i>			
Matières premières	257	238	243
Produits finis	306	324	350
Produits agricoles	114	117	98
<i>Exportations :</i>			
Matières premières	88	81	85
Produits finis	89	91	82
Produits agricoles	350	308	284

Malgré ce faible développement de l'industrie espagnole il existe dans toute une série de branches de production un excédent chronique de moyens de production, qui date encore de la période de guerre, où les capitalistes espagnols tirèrent des profits considérables comme fournisseurs de guerre.

Quoique le réseau de chemins de fer soit peu développé, il l'est cependant trop par rapport au caractère arriéré de l'agriculture espagnole et de l'économie espagnole, en général. Dans les autres pays capitalistes le grand essor industriel commence avec la construction des chemins de fer. Celle-ci donne un fort stimulant à l'industrie lourde et crée un vaste marché intérieur. De même plus tard les besoins des chemins de fer restent l'une des bases principales de l'industrie lourde. De tout cela il est à peine question en Espagne. Les chemins de fer ont été construits à l'aide du capital étranger (anglais et français) et sont fournis en grande partie en matériel roulant par l'étranger.

Les chemins de fer espagnols ont des tarifs particulièrement élevés. Les causes en sont les frais de construction et d'exploitation élevés déterminés par le caractère montagneux du pays, l'état très arriéré des provinces de l'intérieur de l'Espagne, qui n'envoient que de très petites quantités de marchandises vers la côte, où l'industrie espagnole est en majorité concentrée : l'industrie métallurgique aux Asturies et dans les provinces basques, l'industrie textile en Catalogne. La faible circulation des marchandises a pour résultat de rendre les transports plus chers, et à leur tour les tarifs élevés diminuent la circulation des marchandises, maintenant l'état d'isolement où se trouve chaque province par rapport aux autres.

Le caractère arriéré de l'industrie espagnole, sa machinerie en partie complètement vieillie, l'utilisation incomplète de la capacité de production, les tarifs élevés des chemins de fer et le prix élevé du charbon, etc., ont pour conséquence que le coût de production — quoique les salaires soient

²⁰ *Eildienst für Außenhandel und Auslandswirtschaft*, Berlin, 7 mars 1936.

beaucoup plus bas que dans les grands pays capitalistes — est trop élevé pour pouvoir lutter contre la concurrence étrangère. C'est pourquoi on élève constamment les droits de douane, non seulement sur les produits finis, mais aussi sur les moyens de production, les produits semi-manufacturés, et même sur les matières premières²¹ ce qui élève encore le prix de revient. L'Espagne a les droits de douane les plus élevés du monde²². Ajoutons à cela les interdictions d'exportation, les contingents, les monopoles d'Etat, et tous les genres possibles de protectionnisme. Chaque couche, chaque groupe des classes dominantes mène une lutte constante en vue d'augmenter la protection, ce qui constitue une source permanente de conflits intérieurs et de corruption.

*

* *

L'état arriéré de l'industrie et en général de la vie économique espagnoles a eu pour résultat que la crise économique en Espagne n'a pas eu la profondeur qu'elle a atteinte dans les pays industriels dirigeants, mais elle s'y maintient d'autant plus longtemps et ne manifeste pas de signe sensible d'amélioration.

*Index de la production industrielle de l'Espagne (1920 = 100)*²³

1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935 ²⁴
89,2	100	98,6	93,2	88,4	84,4	85,5	85,6

Depuis trois ans la production industrielle se maintient au même niveau très bas (Les violentes luttes intérieures agissent bien entendu dans ce sens qu'elles empêchent de surmonter la crise sur une base capitaliste.). Dans la sphère de la circulation non plus la crise n'est pas aussi violente que dans la plupart des autres pays, la devise nationale, après avoir subi au cours de la première année de la crise une forte dépréciation — qui contribua beaucoup au renversement de Primo de Rivera²⁵ — est restée à peu près stable au cours des années 1932 à 1936 ; de même la réserve d'or et de devises et la somme des billets émis par la Banque d'Espagne malgré la forte passivité du commerce extérieur²⁶. Le développement ultérieur dépendra avant tout de la marche du mouvement révolutionnaire.

²¹ En 1932, les droits de douane sur les matières premières industrielles étaient de :
Laine : 22 à 26 % ; Jute : 105 % ; Charbon : 21 %.

²² En 1926, C. Morison calcula (*Economist*, 2 octobre 1926) le pourcentage moyen des droits de douane par rapport à la totalité des marchandises importées pour tous les pays d'Europe. Les chiffres obtenus furent les suivants : Grande-Bretagne et Hollande, 6 % ; Danemark, Portugal, 7 à 8 % ; France, Allemagne, Scandinavie, 12 à 16 % ; Pologne, 23 % ; Yougoslavie, 25 % ; Hongrie, 27 % ; Espagne, 35 %.

²³ Bulletin de la Société des nations, 1936, n° 2.

²⁴ Huit premiers mois.

²⁵ [Miguel Primo de Rivera (1870-1930) général espagnol, était dictateur en Espagne de 1923 à 1930.]

²⁶ Les chiffres officiels du commerce extérieur montrent le tableau suivant (en millions de pesetas-or en moyenne) :

Années	Importations	Exportations	Excédent d'importation
1932	81,29	61,53	19,76
1933	69,67	55,71	13,96
1934	71,72	50,92	20,80
1935	73,19	48,62	24,57

LA LUTTE DES CLASSES DANS L'ESPAGNE D'AUJOURD'HUI

Sur la base de l'analyse ci-dessus des conditions économiques de l'Espagne il est possible de se faire une image générale, juste dans ses grandes lignes, de la situation des classes dans l'Espagne d'aujourd'hui. Mais il est impossible de donner des chiffres concernant ces différentes classes, étant donné qu'il n'existe aucune statistique sociale sérieuse en Espagne (C'est ainsi que depuis plus d'un demi-siècle, depuis 1881, il n'y a pas de cadastre complet sur la propriété foncière en Espagne). C'est pourquoi tous les chiffres qui vont suivre ne devront être considérés que comme des approximations grossières :

a) *La classe des propriétaires fonciers*. Elle englobe 20 à 30 000 propriétaires fonciers, ayant des propriétés de 100 à 100 000 hectares, représentant environ les deux tiers de la superficie totale du pays. Cette classe se divise elle-même en plusieurs couches. La couche supérieure est constituée par les « grands d'Espagne », les magnats féodaux, qui malgré la réforme agraire, possèdent des provinces entières. Au-dessous, il y a une petite couche de propriétaires fonciers d'origine capitaliste : spéculateurs enrichis, fournisseurs de guerre, industriels ayant placé une partie de leur fortune dans la propriété foncière, car, étant donnée la structure féodale de l'Espagne, n'est considérée comme un véritable seigneur que celui qui, abstraction faite de toute autre fortune, possède un domaine, un terrain de chasse, etc. De leur côté, un certain nombre de grands propriétaires fonciers participent à des entreprises capitalistes : banques, fabriques, etc. En général, ils se contentent de l'exploitation traditionnelle de leurs fermiers et des paysans soumis à leurs privilèges féodaux.

Les propriétaires fonciers sont à la tête de nombreuses organisations agricoles, à l'aide desquelles ils exercent une influence sur une partie de la paysannerie. De même ils dominent toute une série de partis politiques, qui sont groupés dans la *Ceda*²⁷, ou comme le parti agraire, sont indépendants. Toutes les organisations et partis des grands propriétaires fonciers sont étroitement liés à l'Eglise catholique.

L'Eglise, avec ses différentes organisations (évêchés, ordres, cloîtres) est sans conteste le plus grand propriétaire foncier de l'Espagne. Mais elle est en même temps le plus riche capitaliste de l'Espagne : elle possède des banques, des entreprises industrielles, des immeubles, prête de l'argent à intérêt, etc. Les grands propriétaires fonciers et l'Eglise sont les principaux facteurs contre-révolutionnaires en Espagne, étroitement liés l'un à l'autre. L'Eglise avec son organisation séculaire et sa direction unique, représente une puissance formidable.

L'Eglise catholique domine dans ce pays, surtout dans le Sud, tant les affaires séculières que les affaires religieuses et l'enseignement... Elle est l'ennemie de tout progrès et de toute nouveauté qui n'a pas été introduite sous son contrôle direct.

b) *La bourgeoisie* est — conformément au développement relativement arriéré du capitalisme en Espagne — considérablement plus faible que dans les autres pays capitalistes de l'Europe

D'après cette statistique, le déficit annuel de la balance commerciale est de 200 à 300 millions de pesetas-or. A cela s'ajoutent les intérêts et le profit du capital étranger placé en Espagne. Mais ces chiffres ne peuvent pas être utilisés à cause de leur caractère arbitraire. Car ils ne contiennent ni les sommes envoyées en Espagne par les ouvriers espagnols travaillant à l'étranger, ni les dépenses des touristes étrangers en Espagne. Mais aucune statistique espagnole n'est sûre.

²⁷ *Confederación Española de Derechas Autónomas (CEDA)*, fondée notamment par Gil-Robles, note MIA

occidentale. Une partie importante du capital est aux mains d'étrangers, ce qui affaiblit d'autant le poids spécifique de la bourgeoisie espagnole. Tandis que l'aristocratie féodale est entièrement de nationalité espagnole, la bourgeoisie est divisée au point de vue national ; dans la principale région industrielle de l'Espagne, en Catalogne, la bourgeoisie est en majorité catalane. L'antagonisme de la bourgeoisie à l'égard de la propriété féodale a été atténué par sa propre participation à la rente, par sa collaboration politique avec la classe des propriétaires fonciers en vue de l'élévation des droits de douane sur les produits agraires et industriels, et par le fait qu'elle a fait presque constamment appel à l'aide de l'appareil d'Etat, dominé par la classe des propriétaires fonciers, contre la classe ouvrière révolutionnaire.

Au point de vue historique, le retard du développement capitaliste de l'Espagne a placé la bourgeoisie espagnole devant l'obligation de réaliser une révolution bourgeoise à l'époque de l'impérialisme, au moment où la bourgeoisie est déjà devenue une classe réactionnaire et où la révolution prolétarienne lève déjà la tête d'une façon menaçante. C'est ce qui explique les oscillations constantes de la bourgeoisie espagnole entre la révolution et la réaction, les phrases sonores à l'époque de la vague révolutionnaire montante, les demi-mesures contre le féodalisme et l'Eglise (expulsion des Jésuites, transfert de leurs biens à d'autres ordres, etc.) mais aussi le sabotage de la révolution agraire, dès que celle-ci est parvenue au gouvernement avec l'aide des forces révolutionnaires, enfin le retour au camp réactionnaire pour écraser la classe ouvrière et la paysannerie et rétablir l'« ordre ».

c) *La couche supérieure des paysans*, possédant de 20 à 100 hectares. Les statistiques espagnoles ne nous donnent malheureusement aucune possibilité d'évaluer même d'une façon approximative l'importance de cette couche de paysans riches. D'autre part, les statistiques sur la propriété foncière peuvent, encore moins que dans les autres pays, être utilisées pour calculer l'importance respective de chaque classe. En effet, le propriétaire de 100 hectares de mauvais pâturages dans l'intérieur de l'Espagne peut être très pauvre, tandis que le propriétaire de 20 hectares de terre irriguée, de vignobles ou d'orangeries est un capitaliste. Il semble cependant que cette couche n'est pas intervenue en tant que force indépendante dans les luttes révolutionnaires des dernières décades.

d) *Les officiers et les fonctionnaires* jouent dans la vie politique de l'Espagne un rôle beaucoup plus considérable que dans les autres pays de l'Europe occidentale. Comme dans tous les pays avec de fortes survivances féodales, les hauts postes de l'Etat sont occupés en majorité par des nobles. On considère comme tout naturel que l'Etat fournisse un poste aux propriétaires fonciers qui ont dépensé, joué ou bu leur fortune. Etant donné que les traitements sont, par rapport aux prétentions de ces messieurs, considérés par eux comme beaucoup trop bas, la corruption est largement répandue et pénètre, ainsi que l'a montré le scandale Lerroux²⁸, jusqu'aux sommets de la vie politique. Dans certains cas les fonctionnaires provinciaux deviennent des « caciques », de véritables tyrans sur leur territoire²⁹.

²⁸ [Alejandro Lerroux García (1864-1949), dirigeant Radical, il est chef du gouvernement de la République (6 fois) après la victoire de la droite aux élections de 1933. Il tombe en 1935 dans une affaire de jeu de roulette truquée.]

²⁹ Les « caciques » sont une des particularités de l'Espagne. Certaines personnes, ayant de « bonnes relations » avec le gouvernement, deviennent de vrais tyrans dans leur région. Le cacique n'appartient pas à une classe déterminée, ce peut être un fonctionnaire, mais aussi le petit propriétaire local ou l'intendant du grand propriétaire foncier. Les caciques ont une certaine ressemblance avec les « gentrys » en Chine.

Le nombre des officiers, surtout ceux des rangs élevés, est extrêmement grand. En 1931 il y avait, pour une armée de 105 000 hommes, 195 généraux, 5 938 officiers supérieurs, 5 281 capitaines et 5 707 officiers subalternes³⁰ (En outre, il y avait dans la réserve 437 généraux et 407 officiers supérieurs !) Il y avait par conséquent à cette date un général en activité pour 538 soldats, un officier supérieur pour 10 soldats et un officier pour 6 soldats³¹. Si nous ajoutons les officiers de marine, les troupes de guerre civile (garde civile, carabiniers, etc.), nous avons, avec les officiers de réserve et les « invalides », une force qui, surtout par la suite de l'aggravation des luttes de classes, peut jouer un rôle politique, indépendant, d'autant plus qu'elle est animée d'un esprit de corps vigoureux et a déjà réalisé dans l'histoire de l'Espagne de nombreux coups d'Etat.

Les officiers se groupent en associations appelées « *Juntas* ». ³²

Ces « Juntas » exerçaient une forte pression sur les hommes politiques et même sur le roi. Alphonse XIII, le dernier roi d'Espagne, était en liaison étroite avec elles.

La dictature de Primo de Rivera fut instaurée par un putsch d'officiers, préparé d'accord avec le roi.

Les forces réactionnaires, y compris la bourgeoisie oscillante, ont besoin du corps d'officiers contre les ouvriers et les paysans. C'est pourquoi elles lui passent beaucoup de choses.

L'essor du mouvement révolutionnaire a incontestablement — comme le prouve la participation d'un certain nombre d'officiers au mouvement révolutionnaire des Asturies — causé une certaine décomposition dans les milieux d'officiers subalternes provenant pour la plupart des couches petite-bourgeoises, mais d'une façon générale le corps d'officiers semble être jusqu'aujourd'hui un fort soutien de la contre-révolution en Espagne...

e) *La petite bourgeoisie citadine* joue en Espagne un rôle important. Le nombre des artisans et des commerçants est, du fait du caractère arriéré du pays, relativement plus grand que dans les pays voisins. Nous pouvons évaluer à un million environ le chiffre total des petit-bourgeois citadins : artisans, commerçants, aubergistes, petits et moyens fonctionnaires et membres des professions libres.

L'activité politique de la petite bourgeoisie citadine est importante parce qu'elle vit principalement dans les centres de la vie politique, les grandes villes³³. Comme toute petite-bourgeoisie, la petite-bourgeoisie espagnole oscille constamment entre le prolétariat et les classes dominantes. Mais il nous semble que les intellectuels espagnols manifestent certaines particularités.

³⁰ *Anuario Estadístico*, p. 555. En 1932, le nombre des officiers en activité a diminué de 7 000 ; au lendemain du renversement de la monarchie, un nombre considérable d'officiers en excédent ont été pensionnés.

³¹ Rappelons à cette occasion que l'armée française ne compte, pour un effectif total de 545 000 hommes, que 28 024 officiers, soit 1 officier pour 19 soldats.

³² [Dans la *CI*, « *junatas* », mais il s'agit bien des « assemblées » (*juntas*) de militaires prêts à prendre le pouvoir]

³³ Il n'y a pas en Espagne, par suite de la dispersion géographique du pays, de centre politique aussi important que l'est Paris pour la France ou Berlin pour l'Allemagne. Madrid (Engels l'appelait déjà « une simple ville de luxe ») est un centre administratif, mais pas une ville industrielle comme Paris ou Berlin, quoiqu'elle compte un grand nombre de cheminots et d'ouvriers du bâtiment. Barcelone a un grand prolétariat, mais avec une très forte partie féminine (industrie textile) et est située presque à la frontière,

La puissance considérable de l'Eglise, qui dispose directement ou non d'un nombre incalculable d'emplois, a placé une partie des intellectuels au service de l'Eglise. C'est précisément pourquoi une autre partie est anti-cléricale et se fait le champion de la révolution bourgeoise contre l'Eglise et les survivances féodales. (Son centre est depuis longtemps l'*Atheneo* de Madrid.) L'influence de ces intellectuels radicaux sur la petite-bourgeoisie citadine, et même sur une partie de la classe ouvrière, est très grande : c'est à eux qu'est dû le passage de la petite bourgeoisie de Lerroux à Azaña³⁴.

Il faut y ajouter également une grande partie des étudiants, très nombreux en Espagne qui, à certaines époques, jouent un rôle considérable dans le mouvement révolutionnaire.

f) *Les paysans pauvres et moyens*. Les statistiques espagnoles ne nous fournissent malheureusement pas la possibilité d'établir l'importance numérique de cette couche (Etant donnée la très grande différence du rendement de la récolte de province à province et même à l'intérieur de chaque province, selon que le sol est irrigué ou non, les statistiques agraires, d'ailleurs très partielles et périmées, ne permettent pas de calculer le nombre des paysans pauvres et moyens). Mais nous pensons qu'au stade actuel du développement révolutionnaire cette lacune n'a aucune importance politique. L'exploitation des paysans moyens par les propriétaires fonciers, l'Eglise, les usuriers et l'Etat, est si forte, où plus exactement, les paysans « moyens » en Espagne sont si pauvres, l'intérêt qu'ils ont à une révolution bourgeoise-démocratique si pressant, qu'on ne peut pas, au point de vue de leur activité politique, les distinguer politiquement des paysans pauvres³⁵.

Les paysans pauvres et moyens forment incontestablement la couche la plus nombreuse de l'Espagne. Le chiffre total des personnes occupées dans l'agriculture est actuellement d'environ 5,2 millions. Nous pouvons établir, sur la base de certains calculs, la répartition suivante :

0,2 million de propriétaires fonciers et de paysans riches,

3,0 millions de paysans moyens et pauvres,

2,0 millions d'ouvriers agricoles.

La démarcation entre paysans pauvres et ouvriers agricoles est aussi vague que celle entre paysans moyens et pauvres. Le facteur décisif est que nous avons une masse de travailleurs agricoles d'environ 5 millions d'hommes (les femmes étant comptées dans cette statistique dans la rubrique « membres de la famille », et non pas comme travailleurs), qui vit dans la plus grande misère³⁶, et pour qui il n'y a pas d'autre issue qu'une vraie révolution agraire. Grouper cette masse de paysans pauvres sous la direction du prolétariat industriel en vue d'actions révolutionnaires dans tout le pays, tel est le principal problème stratégique de la révolution qui se poursuit actuellement en Espagne.

³⁴ [Président du Conseil de la nouvelle République espagnole en octobre 1931, Manuel Azaña (1880-1940) est chef du gouvernement du Front populaire en février 1936. Il sera élu Président de la République en mai 1936. Il était le chef du parti Action Républicaine (1930-1934), il préside ensuite le Conseil National de la Gauche républicaine, un rassemblement de centre gauche qui soutient le Front populaire en 1936. Note MIA].

³⁵ Nous entendons par paysans pauvres les paysans qui en dehors de la culture de leur terre affermée, font également du travail salarié.

³⁶ Le témoignage le plus effroyable de la pauvreté de la population rurale est l'immense mortalité infantile ; sur 1 000 décès, il y en eut en 1932, 447 d'enfants de moins de cinq ans à Grenade, 456 à Caceres, 405 à Albacete et 494 à Las Palmas. (*Anuario*, p. 723.)

g) *Les ouvriers agricoles*. Leur nombre est d'environ 1,5 à 2 millions d'hommes. Ce sont, soit des paysans absolument sans terres, surtout dans le Sud, soit des ouvriers ambulants de la Galice, qui possèdent de petits lopins de terres, que cultivent les femmes, soit des ouvriers agricoles possédant une petite parcelle, soit des valets de ferme payés à l'année. Si les paysans travailleurs d'Espagne sont très pauvres, les ouvriers agricoles sont misérables. Les salaires qu'ils reçoivent sont très bas, mais ce qui est plus grave, c'est qu'ils ne peuvent trouver du travail que 100 à 200 jours par an, de telle sorte que leur gain annuel est extrêmement bas. Les ouvriers agricoles espagnols sont sous la menace constante de la famine.

h) *Les ouvriers de l'industrie, du commerce et des transports*. Leur nombre est également difficile à évaluer³⁷. Il doit être d'environ 2 millions ; mineurs, ouvriers d'usines, cheminots, dockers, employés de commerce. (Il y a en outre plus de 300 000 domestiques.)

La répartition géographique de la classe ouvrière industrielle est très inégale : des mineurs et des ouvriers métallurgistes principalement dans le Nord, des ouvriers du textile en Catalogne. Le chômage complet ou partiel est considérable depuis des années³⁸. Les salaires réels beaucoup plus bas que dans les autres pays de l'Europe occidentale. La pauvreté de la paysannerie, la pression de la grande armée de réserve des chômeurs dans l'agriculture, doivent nécessairement avoir pour résultat de réduire le niveau de vie des ouvriers industriels. C'est pourquoi la révolution agraire est nécessaire également pour la classe ouvrière des villes.

Le prolétariat espagnol est incontestablement courageux, combatif, disposé à l'action révolutionnaire. Il existe à peine une classe ouvrière qui ait, au cours du dernier siècle, aussi souvent combattu, les armes à la main, contre ses oppresseurs. Si ce courage et ce dévouement révolutionnaires ont donné si peu de résultats, cela est dû avant tout au manque de coordination des luttes des ouvriers et des paysans et à la division de la classe ouvrière elle-même.

Cette division de la classe ouvrière est en Espagne d'un genre particulier : alors que dans tous les autres pays de l'Europe occidentale la classe ouvrière est divisée en deux camps ; le camp réformiste et le camp révolutionnaire, communiste, on sait qu'il s'est constitué en Espagne depuis le début du mouvement ouvrier un mouvement anarcho-syndicaliste, qui possède aujourd'hui une grande influence de telle sorte que le prolétariat espagnol est actuellement divisé en trois camps.

Pourquoi l'anarcho-syndicalisme s'est-il maintenu précisément en Espagne en tant que mouvement de masse ?

Les causes les plus importantes nous paraissent être les suivantes :

1. Historiquement l'anarcho-syndicalisme s'est développé en Espagne avant le mouvement socialiste.

(La I^{ère} Internationale déjà mena une lutte vigoureuse, mais peu efficace, contre l'anarchisme espagnol.)

³⁷ L'*Anuario estadístico* ne contient aucune statistique professionnelle.

³⁸ Les statistiques officielles indiquent, en décembre 1935, 216 000 chômeurs complets et 258 000 chômeurs partiels. (*Bulletin de la Société des nations*, mars 1936).

Comme il est probable qu'une grande partie des chômeurs, surtout dans l'agriculture, ne sont pas englobés dans cette statistique, nous pouvons admettre qu'il y a eu au moins un million de chômeurs, complets et partiels.

2. La division du pays en un certain nombre de provinces très différentes les unes des autres : le développement relativement faible de l'industrie, la prédominance des petites et des moyennes exploitations faisaient apparaître l'absurdité de la conquête de différentes entreprises par les ouvriers moins nettement que dans les pays comptant des entreprises géantes et des monopoles englobant tout le territoire.

3. La « négation de l'Etat » s'explique dans un pays où les ouvriers ne recevaient que du mal de l'Etat dominé par les propriétaires fonciers, et qui ne connaissaient l'Etat que par leurs conflits avec l'appareil d'Etat, où l'Etat ne leur donnait ni écoles, ni hôpitaux, ni caisses de maladies ou allocations de chômage, ni rien de ce avec quoi les Etats de la bourgeoisie dans les pays de l'Europe occidentale réussirent à gagner tout au moins une couche supérieure de la classe ouvrière.

4. La « négation de tout parti politique » s'explique dans un pays où les partis politiques ne représentaient pas pour la plupart des intérêts de classes, mais des intérêts de cliques, où la politique servait principalement à l'enrichissement individuel, où la corruption politique était la règle. Les ouvriers syndicalistes, qui depuis deux ou trois générations, ont été éduqués dans un état d'esprit d'hostilité aux partis politiques, ont fait maintenant connaissance, dans des luttes révolutionnaires menées en commun, avec un parti d'un nouveau genre, le parti communiste, et l'on assiste à la disparition des vieux préjugés.

5. La politique complètement fautive des fréquentes « grèves générales » locales et des putschs s'explique en partie par le fait que le pays est divisé en de nombreux territoires mal reliés entre eux et en partie par une fausse analogie avec les putschs d'officiers. Les anarcho-syndicalistes n'ont pas compris la différence fondamentale existant entre un putsch d'officiers, dont le succès ne signifie qu'un changement dans la position des cliques à l'intérieur des classes dirigeantes, sans toucher en rien à la domination de ces classes, et une insurrection armée des ouvriers contre la domination de la classe elle-même, qui doit se heurter par conséquent à la résistance de toute la classe dominante et de son appareil d'Etat.

La division de la classe ouvrière espagnole en trois camps, division qui se manifeste également sur une base territoriale, en ce sens que les social-démocrates, les anarchistes et les communistes possèdent leurs forces principales dans des régions différentes, a été jusqu'ici le principal obstacle à la coordination des luttes des ouvriers agricoles et de la paysannerie avec celles du prolétariat industriel. L'énergie révolutionnaire de la population rurale travailleuse et des ouvriers anarcho-syndicalistes a été gaspillée en des soulèvements locaux séparés dans l'espace et le temps.

Un autre obstacle important à la coordination des luttes ouvrières et paysannes est la question nationale non encore résolue. Une partie considérable de la population espagnole (le quart ou le tiers) est constituée par des nations opprimées : Catalans, Basques, Galiciens. L'oppression nationale a donné à la bourgeoisie nationale la possibilité de détourner vers la lutte nationale la lutte de classe dirigée contre elle, sans d'ailleurs lutter sincèrement et d'une façon conséquente en faveur d'une solution de la question nationale, comme cela s'est manifesté très nettement dans l'attitude lâche du gouvernement bourgeois catalan en face du gouvernement réactionnaire de Madrid. La bourgeoisie des nations opprimées a constamment fait appel contre son propre prolétariat, à l'aide de l'appareil d'Etat espagnol oppresseur en payant cette aide de sa trahison à la cause nationale.

CE QU'IL Y A DE NOUVEAU DANS LA REVOLUTION ACTUELLE

Jusqu'au moment des luttes aux Asturies il sembla que le « cycle révolutionnaire » commencé en Espagne en 1930 se perdrait dans le sable tout comme ceux qui l'avaient précédé. La classe des propriétaires fonciers avait réussi, avec l'aide de l'Eglise et de la démagogie fasciste de Gil Robles³⁹, en sacrifiant il est vrai la monarchie, à empêcher un partage révolutionnaire des terres. Quoique les charges purement féodales, qui existaient encore dans certaines parties de l'Espagne, ont été supprimées, tout au moins sur le papier, presque rien n'a été changé jusqu'ici aux conditions de la grande propriété foncière⁴⁰.

La méthode employée pour saboter le partage des terres fut celle employée dans tous les Etats bourgeois ; on substitua au partage révolutionnaire des terres une réforme agraire.

On créa à grand fracas un immense et lourd appareil bureaucratique pour la réalisation de la réforme agraire, c'est-à-dire pour empêcher le partage des terres. Cet appareil examina lentement et soigneusement si tel ou tel grand propriétaire foncier tombait ou non sous le coup de la loi et si ceux qui demandaient la terre y avaient droit et s'ils étaient en mesure de diriger une exploitation indépendante. La réclame faite autour de la réforme agraire servit à apaiser l'agitation révolutionnaire au sein de la paysannerie et la procédure bureaucratique eut pour résultat de diviser et de fatiguer les paysans. Les indemnités, dues aux grands propriétaires fonciers pour l'« expropriation » de parties de leurs domaines furent fixées de telle sorte que les charges imposées aux payants qui recevaient la terre étaient intolérablement élevées. Dans certaines régions les paysans occupèrent les domaines des grands propriétaires. Cette occupation fut « légalisée » pour une durée de deux années, mais on imposa aux paysans des charges aussi lourdes que s'ils avaient légalement affermé la terre.

Parallèlement au sabotage du partage des terres on assista au renforcement politique des couches réactionnaires. Les grands propriétaires fonciers et l'Eglise mobilisèrent leurs partisans, l'*Action Popular* fasciste, dirigée par Gil Robles, commença sa campagne démagogique parmi la population rurale. La grande bourgeoisie, effrayée par les grèves immenses⁴¹ s'allia plus étroitement aux grands propriétaires fonciers et à l'Eglise. Les monarchistes réfugiés à l'étranger revinrent lentement au pays. La petite bourgeoisie espagnole commença à vaciller. Les élections de 1933 furent une victoire pour la réaction. Les politiciens de gauche furent chassés du gouvernement et

³⁹ [José María Gil-Robles y Quiñones (1898-1980), dirigeant de la CEDA quand elle gagne les élections de 1933, il ne peut accéder au gouvernement et sa coalition politique, le Front national, est battue (de peu) aux élections de février 1936. Soutient Franco après le 18 juillet 1936, mais n'est pas intégré dans la nouvelle dictature. Exilé jusqu'en 1953, il sera un antifranquiste de droite, encore actif politiquement après la mort de Franco]

⁴⁰ D'après les chiffres officiels publiés dans l'*Anuario Estadístico* pour 1932-1933, p. 160 : 17 084 hectares ont été enlevés aux grands d'Espagne ; 20 132 hectares ont été pris en garantie ; 6 250 hectares ont été occupés par les paysans.

D'après les statistiques de l'Institut agraire de Rome, 110 000 hectares ont été répartis jusqu'au milieu de 1935 entre 12 000 paysans. Autrement dit à peu près rien.

⁴¹ Tandis qu'au cours des années 1926 à 1929 il y eut en moyenne 95 grèves, avec 660 000 journées de travail perdues, le nombre des grèves s'est élevé de 1930 à 1932 à 606 en moyenne, avec 3 726 000 journées de travail perdues. (*Anuario*, p. 645). Les grèves politiques de masse ne sont pas comprises dans ce nombre.

remplacés par des réactionnaires. Il sembla que de nouveau un cycle révolutionnaire allait se terminer sans aucun résultat.

Le soulèvement des Asturies changea complètement la situation. Quoiqu'il se termina par une défaite, il permit le déploiement des forces révolutionnaires momentanément endormies, porta un trouble profond dans les rangs des classes dominantes, au sein desquelles, par suite de la longue durée de la crise économique et de la nouvelle oppression des nations non-espagnoles, les conflits devinrent plus violents, mobilisa la petite-bourgeoisie contre le gouvernement réactionnaire, qui « révisait » même la modeste réforme agraire bourgeoise et accordait aux grands d'Espagne une indemnité pour les terres expropriées, etc. Gil Robles dut se retirer. En l'espace d'un an il n'y eut pas moins de six crises gouvernementales. Une nouvelle vague révolutionnaire commença qui, grâce à la politique, employée efficacement, du Front populaire, mena à la grande victoire électorale du début de 1936 et à la libération immédiate de 30 000 révolutionnaires emprisonnés.

Bien entendu, la victoire électorale, quelque grande que soit son importance en tant que baromètre politique et son influence sur l'état d'esprit révolutionnaire des masses, ne signifie pas encore la victoire de la révolution. Certes, les mois qui se sont écoulés depuis les élections ont apporté des conquêtes importantes pour les masses travailleuses : rétablissement de la liberté de réunion et de grève, remise en fonctions des anciennes municipalités de gauche, rétablissement de l'autonomie pour la Catalogne, réintégration des ouvriers licenciés au lendemain des luttes révolutionnaires aux Asturies, suppression des taxes féodales, distribution de terres à plus de 60 000 paysans, en partie à la suite de l'occupation des grandes propriétés par les paysans eux-mêmes, occupation légalisée ultérieurement par les autorités. Les masses peuvent ainsi voir clairement la différence existant entre un gouvernement fasciste et un gouvernement de front populaire. Un grand nombre d'aristocrates et de leaders réactionnaires ont passé la frontière, remplissant les hôtels de Gibraltar et du sud de la France, pendant que les révolutionnaires réfugiés à l'étranger ou sortis de prison étaient portés en triomphe par des foules énormes à travers les rues des grandes villes. L'ennemi a incontestablement subi une grande défaite, mais il n'a pas renoncé à la lutte, ainsi que le montrent les attaques à main armée des fascistes contre les ouvriers et représente un danger menaçant.

Quoique ce danger existe réellement, il y a toute une série de nouveaux facteurs, qui distinguent la situation actuelle de toutes celles qui l'ont précédée, et cela à l'avantage des forces révolutionnaires. Voici les principaux :

a) Le Parti communiste espagnol est devenu un facteur politique important. Le P.C. espagnol est devenu un noyau révolutionnaire du prolétariat espagnol, qui est appelé à diriger tout le peuple travailleur espagnol et qui, en employant d'une façon juste la tactique du front unique, sera aussi en état de le faire. L'unification des Jeunesses communistes et socialistes sur la base du programme des Jeunesses communistes, ainsi que l'unification des syndicats communistes et socialistes, sont de grands succès pour le P.C. espagnol.

b) L'emploi de la tactique du front unique et du Front populaire a permis de coordonner les mouvements révolutionnaires, autrefois séparés dans le temps et dans l'espace, de la classe ouvrière, de la paysannerie et des nations opprimées, ainsi que cela a été fait dans la plate-forme électorale du Front populaire. Cela constitue en même temps une grande force d'attraction pour la petite bourgeoisie des villes, constamment vacillante.

c) Les ouvriers socialistes, et avec eux une partie de leurs dirigeants, ont fait un grand pas à gauche : tandis que la social-démocratie espagnole s'était déclarée « neutre » à l'égard du régime de Primo de Rivera, et refusait au début de la révolution toute collaboration avec les communistes, on assiste maintenant à une liaison amicale avec les communistes, et les ouvriers socialistes de gauche, sous la direction de Largo Caballero⁴², se prononcent en faveur de la dictature du prolétariat.

d) La politique d'isolement traditionnel des ouvriers anarchistes et leur tactique néfaste de putschs isolés, qui comptait des partisans même dans les rangs du P.C. espagnol, sont surmontées de plus en plus. Les ouvriers anarcho-syndicalistes ont participé aux luttes révolutionnaires des Asturies avec les autres ouvriers, un grand nombre d'anarcho-syndicalistes ont voté aux élections pour le front populaire. La méfiance des anarcho-syndicalistes à l'égard du parti communiste a disparu.

e) La vieille séparation du mouvement des ouvriers industriels et des mouvements paysans a cessé jusqu'à un certain degré. Quoique les alliances ouvrières et paysannes ne représentent jusqu'aujourd'hui qu'un lien assez lâche entre organisations de tête, on assiste à un rapprochement, inconnu jusqu'ici dans l'histoire de l'Espagne, entre les masses ouvrières et paysannes, au début de la coordination de leur activité politique⁴³.

f) La vieille séparation entre le mouvement national et le mouvement révolutionnaire a cessé. La lutte des nations opprimées, qui était considérée autrefois comme leur affaire privée, et était dirigée par la bourgeoisie, et régulièrement trahie, est devenue un point important du programme du Front populaire, ce qui signifie un grand renforcement des forces révolutionnaires.

Il serait naturellement faux de croire que la révolution espagnole a déjà triomphé. Le gouvernement actuel n'est même pas un gouvernement de Front populaire, mais un gouvernement bourgeois de gauche, que les socialistes et les communistes soutiennent en vue de la réalisation du programme très modéré du front populaire, mais qu'ils poussent en même temps au moyen d'actions de masse à la réalisation de ce programme. Azaña n'est pas du tout un révolutionnaire.

Mais la force du mouvement révolutionnaire, la croissance du prestige et de l'influence du front unique et du Front populaire au sein des masses travailleuses sont telles qu'Azaña est de plus en plus poussé à gauche. En tout cas, il a jusqu'ici travaillé d'une façon conséquente à la réalisation du programme électoral du front populaire et fait agir vigoureusement l'appareil d'Etat contre les milieux fascistes, qui s'efforçaient, au moyen d'attaques à main armée, d'intimider les ouvriers et de discréditer le nouveau gouvernement.

Mais quoique de grands dangers menacent encore la révolution espagnole, il existe incontestablement de forts nouveaux facteurs favorables à la révolution qui, avec une application juste et hardie de la tactique du front unique, doivent mener à la victoire de la révolution.

⁴² [Francisco Largo Caballero (1869-1946), dirigeant du PSOE, chef du gouvernement au début de la guerre civile, il est écarté du gouvernement au printemps 1937 à la demande des communistes]

⁴³ Le Front populaire a triomphé aux élections, non seulement dans toutes les villes, mais aussi dans un certain nombre de régions agraires, où la grande propriété est particulièrement développée, telles que l'Andalousie, le Levant et l'Estremadure.